



L'Inde et le Pakistan échangent des tirs d'artillerie et des menaces dans le conflit de Cachemire

Par [Keith Jones](#)

Région : [Asie](#)

Mondialisation.ca, 20 août 2019

[wsws.org](#) 19 août 2019

Les tensions entre les États rivaux d'Asie du Sud dotés d'armes nucléaires se sont exacerbées ces derniers jours. L'Inde et le Pakistan s'accusent mutuellement de se préparer à attaquer, et leurs forces militaires échangent des tirs d'artillerie mortels à travers la ligne de contrôle (LoC) qui sépare les parties du Cachemire contrôlées par l'Inde et le Pakistan.

Samedi, New Delhi a déclaré qu'un de ses soldats s'est fait tuer dans ce qu'elle a appelé un échange d'artillerie transfrontalier non provoqué, lancé par le Pakistan.

Deux jours auparavant, Islamabad avait signalé que des tirs d'artillerie indiens dans deux secteurs différents de la ligne de contrôle avaient tué trois de ses soldats et deux civiles. En outre, L'armée pakistanaise a déclaré que ses forces avaient tué cinq soldats indiens lors des échanges transfrontaliers de jeudi. New Delhi a admis qu'il y avait eu des tirs violents, mais a rejeté toute réclamation de décès d'Indiens ce jour-là comme étant sans fondement.

Il y a deux semaines le gouvernement du parti hindou suprémaciste, Bharatiya Janata (BJP), a illégalement modifié la constitution du pays pour affirmer sa domination débridée sur le Jammu-et-Cachemire qui était déjà sous contrôle indien. Il a également placé la région sous un état de siège sans précédent, les dirigeants gouvernementaux et militaires des deux pays ont fait une série de déclarations belliqueuses.

L'armée indienne a accusé à plusieurs reprises le Pakistan de chercher à infiltrer les insurgés islamistes anti-indiens à travers la ligne de contrôle pour mener des attaques terroristes. Le ministre de la défense Rajnath Singh a déclaré vendredi que le changement de «circonstances» pourrait amener l'Inde à abandonner son engagement de ne pas utiliser en premier les armes nucléaires. La presse indienne a largement vanté cette intervention comme un avertissement explicite au Pakistan. Afin de s'assurer que ce commentaire — fait à Pokhran, site de l'essai nucléaire de l'Inde en 1998 — reçoive le maximum d'attention de la part des médias, Singh l'a également twitté.

Le Premier ministre pakistanais, Imran Khan, dans un discours prononcé mercredi à Muzaffarabad, la capitale de l'Azad Jammu-et-Cachemire (AJK), a accusé l'Inde de se préparer à envahir la région, puis a menacé d'une réaction militaire massive. «L'armée pakistanaise», a dit Khan, «dispose d'informations solides selon lesquelles elle [l'Inde] prévoit de faire quelque chose au Cachemire pakistanais. Nous avons décidé que si l'Inde commet une violation, nous nous battons jusqu'à la fin [...] L'heure est venue de donner une leçon à [Inde]».

S'exprimant aux côtés de Khan, le Premier ministre de l'AJK, Farooq Haider, a déclaré que la ligne de contrôle devrait être rebaptisée «ligne de cessez-le-feu». Il a expliqué que cela soulignerait le caractère actuel et non résolu du conflit au Cachemire.

En février, l'Inde et le Pakistan ont frôlé la guerre totale après New Delhi, avec le soutien de Washington, a «puni» le Pakistan pour une attaque terroriste sur le J&K en organisant des frappes aériennes illégales au cœur du Pakistan. Islamabad a réagi en ordonnant une frappe de représailles qui s'est terminée par un combat aérien au-dessus du J&K sous contrôle indien, qui résultait dans l'abattage d'au moins un chasseur indien.

Six mois plus tard, la situation est d'autant plus explosive que le gouvernement du BJP dirigé par Narendra Modi cherche à affirmer la domination débridée de New Delhi sur J&K et à «changer les règles du jeu» avec le Pakistan.

Une quatrième guerre indo-pakistanaise aurait des conséquences catastrophiques pour les populations de l'Asie du Sud et potentiellement du monde. Le Pakistan cherche à contrebalancer le pouvoir d'un adversaire dont la population est plus de six fois plus nombreuse, l'économie huit fois plus importante et le budget militaire cinq fois plus élevé. Il a publiquement menacé de contrer toute avancée importante de l'Inde au-delà de sa frontière avec des armes nucléaires tactiques. L'armée indienne cherche à tirer les leçons de l'échec de sa mobilisation contre le Pakistan lors de la «crise de guerre» de 2001-2002. Elle a développé une stratégie de «démarrage à froid» dans le but de pouvoir lancer une attaque soudaine et massive contre son voisin occidental.

La guerre impliquerait rapidement les grandes puissances. L'Asie du Sud et la région de l'océan Indien se trouvent plongées dans le tourbillon des conflits entre grandes puissances au cours des quinze dernières années. L'Inde a joué un rôle de plus en plus important dans les plans de Washington pour affronter militairement la Chine. Tandis que Beijing et Islamabad répondant à «l'alliance stratégique mondiale» indo-américaine en renforçant leur propre partenariat militaire et sécuritaire.

À la demande du Pakistan, la Chine a insisté pour que le Conseil de sécurité de l'ONU se réunisse à huis clos vendredi afin de discuter des accusations d'Islamabad. Le Pakistan dit que les actions de New Delhi au J&K contreviennent au droit international, en modifiant unilatéralement le statut d'un territoire disputé, et menacent la paix régionale.

La réunion s'est terminée après 75 minutes. Bien que les séances à huis clos n'adoptent pas de résolutions, la réunion n'a même pas abouti à un consensus sur les «éléments de presse» convenus.

La presse indienne se réjouit que Pékin s'est trouvé isolé au Conseil de sécurité, tous les autres membres acceptant que l'agression indienne contre le Cachemire soit une «affaire intérieure». Certains rapports sont allés jusqu'à dire «14-1» contre la Chine et le Pakistan.

Il ne s'agit pas simplement de propagande indienne. Dirigées par les États-Unis, les puissances occidentales font une promotion agressive de l'Inde en tant que contrepoids militaire stratégique à la Chine et, à cette fin, sont prêtes à lui donner carte blanche en J&K. Modi et son gouvernement, soutenus par la faction dominante de l'élite dirigeante indienne, ont pour leur part intégré l'Inde de manière toujours plus complète dans l'offensive stratégique de Washington contre la Chine.

Le lendemain de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, le deuxième plus haut diplomate américain, le secrétaire d'État adjoint John Sullivan, a rencontré à New Delhi le ministre indien des affaires étrangères S. Jaishankar. Selon le département d'État américain, ils ont discuté de la «vision» indo-américaine commune d'une «Indo-Pacifique libre et ouverte», c'est-à-dire de la poursuite de la domination américaine sur l'Asie. Sullivan a également informé Jaishankar de son récent voyage au petit Bhoutan, qui, comme le Cachemire, est frontalier avec la Chine.

Pour des raisons très différentes, la Russie a également apporté son soutien à l'Inde au Cachemire. En effet, depuis des décennies, à partir du début de la guerre froide, New Delhi est un partenaire clé de la Russie sur les plans économique et la sécurité militaire. Moscou est déterminée à maintenir et à étendre ce partenariat face à l'escalade de la pression militaire et des sanctions économiques entre les États-Unis et l'OTAN.

Fort de l'isolement international du Pakistan, le ministre indien de la Défense, Rajnath Singh, a réitéré dimanche la position provocatrice de New Delhi. Selon l'Inde, il n'y aurait de pourparlers de fond avec Islamabad qu'après ce dernier s'incline devant son exigence que le Pakistan refuse tout soutien logistique à l'insurrection anti-indienne en J&K. Singh a ajouté que les seuls pourparlers que New Delhi aura avec Islamabad au sujet du Cachemire porteront uniquement «sur la question de la partie de Cachemire occupé par le Pakistan». Autrement dit, l'Inde revendique l'ensemble de Cachemire même la partie occupée par le Pakistan et ne discutera pas d'autres sujets.

A l'intérieur du Jammu-et-Cachemire sous contrôle indien, la situation reste désespérée.

L'Inde réprime l'opposition populaire à l'abrogation du statut constitutionnel semi-autonome de J&K et à l'imposition effective de la tutelle permanente du gouvernement central indien. Jusque là le J&K était jusqu'ici le seul État à majorité musulmane de l'Inde. Dans le cadre de sa répression, New Delhi a imposé, depuis le 5 août, à la région, un verrouillage sécuritaire et une rupture de toute communication sans précédent.

Deux semaines après le début de cet état de siège, le service de téléphonie mobile reste coupé à travers le J&K, et les lignes fixes et les services Internet restent suspendus dans une grande partie de la vallée du Cachemire. Au cours du week-end, les autorités ont assoupli certaines des restrictions draconiennes imposées aux déplacements de la population, mais ont ordonné leur réimposition, notamment dans la plus grande ville, Srinagar, après l'éruption de manifestations de protestation.

La radio publique, All-India Radio, a rapporté la semaine dernière que l'armée a arrêté plus de 500 personnes depuis le 5 août. Mais hier, l'AFP (Agence France-Presse), s'appuyant sur de multiples sources du gouvernement indien, a déclaré que New Delhi avait en fait arrêté au moins 4000 personnes.

Les personnes arrêtées comprennent un large éventail d'opposants au gouvernement du BJP. Il s'agit notamment d'étudiants et d'autres personnes que New Delhi considère comme des «jeteurs de pierre potentiels», d'universitaires, de deux anciens ministres principaux du Jammu-et-Cachemire. Parmi eux sont Omar Abdullah, le Président de la Conférence nationale J&K, et le Président du Parti démocratique populaire Mehbooha Mufti. Plus largement, il y a de centaines d'autres dirigeants et cadres des partis politiques du J&K qui sont favorables à l'Inde, mais opposés au BJP.

Ils sont détenus en vertu de la Loi infâme sur la sécurité publique, qui permet à l'État de détenir des personnes considérées comme une menace à la «sécurité publique» jusqu'à deux ans sans accusation.

L'AFP a indiqué qu'un magistrat de J&K a calculé le chiffre de 4000 personnes. Il a pu contourner le silence imposé par New Delhi. Il a contacté ses collègues grâce à un téléphone portable qu'on lui avait remis en raison de son poste de haut fonctionnaire.

On a évacué la plupart des 4.000 personnes «par avion du Cachemire parce que les prisons de la région sont pleines», a déclaré le magistrat. D'autres responsables indiens ont appuyé les affirmations sur des milliers d'arrestations en parlant, comme le magistrat, sous le couvert de l'anonymat. Un responsable de la police a déclaré à l'AFP que «près de 6000 personnes ont été examinées médicalement à quelques endroits à Srinagar suite à leur détention.»

«Ils sont d'abord envoyés à la prison principale de Srinagar», explique-t-il, «et ensuite transportés par avion militaire».

En accord avec leur embargo médiatique, les autorités indiennes ont refusé de fournir à leurs proches des informations sur le lieu de détention des personnes arrêtées.

Keith Jones

Article paru d'abord en anglais, WWSWS, le 19 août 2019

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Keith Jones](http://wsws.org), wsws.org, 2019

Articles Par : [Keith Jones](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

